

# Le guide de l'économie équitable



Partager

un cheminement collectif

Rejoindre les acteurs engagés  
dans une autre économie

Rêver

d'une économie mondiale équitable

## Contact presse :

**Sylvie Mayer 0.681.741.013**  
**solidaire@gabrielperi.fr**

## Un livre pour Savoir Comprendre Agir...

### DOSSIER de PRESSE

**Le Guide de l'économie équitable**

- **Les Auteurs** page 2
  - **Présentation générale** page 2
  - **Sommaire** page 3
  - **Résumé synthétique** page 3
  - **Accompagnement de projets solidaires** page 7
  - **Les conférences débats** page 8
- Septembre-octobre 2007

### Se le procurer :

**En ligne** : <http://www.gabrielperi.fr/solidaire>

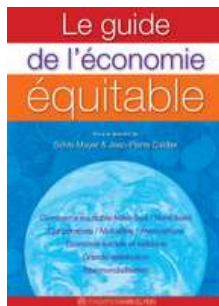
**Courrier** : Fondation Gabriel Péri 22 rue Brey 75017 Paris

**En librairie** : Sur commande.

Prévenir les auteurs des refus de vente

**Savoir plus** : <http://guideeconomieequitable.blogspot.com>

**Ecrire aux auteurs** : [solidaire@gabrielperi.fr](mailto:solidaire@gabrielperi.fr)



## Le Guide de l'économie équitable

1. Commerce équitable Nord Sud
2. Economie sociale et solidaire : associations, mutuelles, coopératives... juste prix.
3. L'extension du commerce équitable au Nord.  
Grande distribution : vecteur ou obstacle ?
4. Commerce équitable et altermondialisation

+

**ANNUAIRE de 299 ACTEURS**

+

**300 LIENS INTERNET**

### Ont participé au Guide de l'économie équitable

#### coauteurs

Daniel Arnaud, Patrice Bouillon,  
Thomas Coutrot, Vincent David,  
Maurice Décaillot, Arturo Palma Torres,  
Anne-Françoise Taisne, Jean Paul Vanhoove.

#### Les collaboratrices et collaborateurs

Causses Cévennes scop,  
L'Artésienne scop,  
CAT MosKowa Centre d'Aide par le Travail,  
Fondation Gabriel Péri.

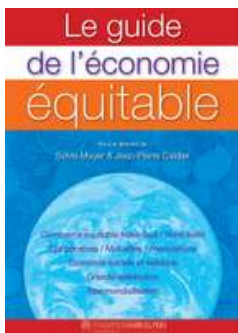
#### les membres du

Groupement des Intellectuels Aveugles ou Amblyope.

#### coauteurs et coordination de l'ouvrage

Sylvie Mayer et Jean Pierre Caldier

**Version papier – Version déficients visuels**  
**Version cdrom réservée exclusivement à la presse**  
**Version en langue espagnole ultérieurement**



## Le guide de l'économie équitable

est un ouvrage collectif de 360 pages.

Les réflexions et propositions des neuf coauteurs ont été complétées par Jean Pierre Caldier d'études, de tableaux, de chiffres, d'un annuaire des principaux acteurs du commerce équitable et de l'économie sociale et solidaire.

**Penser et Agir pour une économie équitable quelle ambition ou quelle utopie ?**

Le guide de l'économie équitable partant des principes du Commerce Equitable Nord Sud amorce une réflexion sur « le devenir équitable de l'économie ».

Est-il possible de transformer l'économie en un système où la valeur du travail serait davantage reconnue? De changer le statut de la propriété des moyens d'échanges et de production? De démocratiser l'entreprise? D'aller vers une transformation sociale hors du système capitaliste financier et de l'administration étatique ?

Telles sont les principales questions pour lesquelles nous esquissons des réponses.

### Le guide de l'économie équitable

est composé de quatre parties ponctuées par les réflexions de Sylvie Mayer

■ Le Commerce Equitable Nord Sud ses pratiques, ses acteurs, avec les éclairages d'Arturo Palma Torres, de Vincent David et de Jean Paul Vanhoove.

■ Une vision de l'économie sociale et solidaire : coopératives, mutuelles et associations. Daniel Arnaudin témoigne sur les SCOP, Maurice Décaillot fait part de ses recherches sur le «juste prix».

■ L'espérance de construire un commerce équitable Nord Nord. Quel rôle pour la grande distribution ? Un panorama objectif et sans complaisance est dressé. Patrice Bouillon ouvre des pistes pour y faire contre poids. Jean Paul Vanhoove entre dans le vif du débat : commerce équitable et grande distribution sont-ils compatibles ?

■ La question d'avenir : Commerce équitable et alter mondialisation. Soixante années du GATT à l'OMC, le commerce équitable est replacé dans le contexte de la mondialisation par Anne Françoise Taisne. Thomas Coutrot envisage le commerce équitable comme une alternative au libre échange.

### Les auteurs

#### *Pour faire partager leurs rêves, leurs espérances...*

*Ils ont écrit plus de 32 livres, des centaines d'articles de presse, donné plus des centaines d'interviews...  
Aujourd'hui ils vous proposent de cheminer avec vous pour construire ensemble une économie mondiale équitable...*

**Daniel Arnaudin** Ancien dirigeant Union régionale Ile de France Normandie des Sociétés coopératives de production SCOP.

**Patrice Bouillon** Membre du Bureau National Indecosa-CGT Responsable Commerce, Prix, Pouvoir d'Achat.

**Thomas Coutrot** Economiste, membre du Réseau d'alerte sur les inégalités et du Conseil Scientifique d'Attac. Spécialiste des questions de l'entreprise, du travail et de l'emploi.

**Vincent David** «Relations d'utilité publique», Membre de la coopérative d'activité et d'emploi Coopaname. 2001-2006 Responsable des relations extérieures de l'association de commerce équitable Max Havelaar France ;

**Maurice Décaillot** Economiste Expert Agréé en Economie sociale. Membre du groupe de recherche ART François Perroux (Université de Marne-La -Vallée) Comité de rédaction La Pensée

**Sylvie Mayer** Chercheur en Biologie.

1979 - 2004 Députée européenne, Conseillère Régionale, Responsable nationale environnement Parti Communiste Français. 2003 Responsable Commerce Equitable et Economie sociale et solidaire Pcf.

**Arturo Palma Torres** Vendeur de rue, universitaire, chauffeur de car, chargé d'insertion de réfugiés, responsable d'ONG et, consultant en développement local, en accompagnement des initiatives de création d'activités ou de développement associatif.

**Anne-Françoise Taisne** Responsable dans une organisation de solidarité internationale. Ancienne Présidente d'Artisans du Monde.

**Jean-Paul Vanhoove** Ingénieur en retraite, Chargé de mission à la direction de la recherche Ministère de l'Equipement (veille technologique et développement durable), Militant syndical, politique, associatif (économie solidaire, solidarité avec l'Afrique)

Coordination de l'ouvrage

**Sylvie Mayer - Jean Pierre Caldier**

# Savoir Comprendre Agir

## S'offrir un livre... ... soutenir un projet solidaire

### SOMMAIRE

*L'Etat du monde nous interpelle*

*Pourquoi s'intéresser au commerce équitable, à...*

#### 1. Commerce équitable Nord Sud

1. Introduction Commerce équitable pièce du puzzle
2. Présentation du Commerce équitable Nord-Sud
3. **Commerce équitable Nord-Sud : le débat**
  31. Un concept en construction A. Palma Torres
  32. L'action de l'association Max Havelaar France. V. David
  33. Commerce équitable Nord-Sud : quel Avenir ? JP Vanhoove
4. Conclusion

#### 2. Economie équitable juste prix coopération : propositions ?

1. Introduction
2. Présentation de l'économie sociale et solidaire
3. Coopérative entreprise citoyenne D. Arnaudin
4. Juste prix M. Décaillot
5. Conclusion

#### 3. L'extension du commerce équitable au Nord

1. Introduction
2. Panorama de la grande distribution
3. Faire contre poids à la grande distribution P. Bouillon
4. Commerce équitable et grande distribution sont ils compatibles ? J.-P. Vanhoove
5. Conclusion

#### 4. Commerce équitable et altermondialisation

1. Introduction
2. OMC Organisation Mondiale du Commerce
3. Le commerce équitable dans le contexte de la mondialisation AF. Taisne
4. Quelles alternatives au libre échange T. Coutrot
5. Conclusion

#### Conclusion

#### Annexes

#### Annuaire des acteurs

*Ouvrage sur papier recyclé - Maquette et impression sous label Imprim'Vert® par des coopératives de production (SCOP) - Routage par un Centre d'Aide par le Travail - Version accessible aux déficients visuels - Version en espagnol pour l'Amérique Latine.*

## Le guide de l'économie équitable



### 1. Commerce équitable Nord Sud.

■ Après la découverte de son histoire du 19<sup>ème</sup> siècle à nos jours, du Petit Robert à Wikipédia, le Guide propose 13 définitions et les critères des uns et des autres pour certifier l'équitable.

Est-il juste d'estimer le commerce équitable de 0,01% à 0,02% du commerce mondial, y compris combustibles et minerais ?

Il peut aussi représenter 50% de part de marché pour les bananes en Suisse, 50% du café exporté par la Bolivie.

■ Avec ses labellisateurs, ses commercialisateurs, ses importateurs, ses réseaux de distribution en boutiques et en grande surface, le commerce équitable Nord Sud est tout à la fois militant et professionnel. Les filières équitables s'organisent et démontrent qu'elles sont viables et extrapolables. Le Guide permet de comprendre les principes de labellisation, qui est qui, et qui fait quoi.

■ Le Guide livre à votre appréciation, quelques unes des rares études d'impact du commerce équitable au Sud.

■ L'association Max Havelaar, déchaîne les passions, mais qu'en est-il réellement de ses recettes et de ses dépenses, donc de ses actions ?

■ Tous les acteurs du commerce équitable parlent de transparence. En réalité chacun pratique la transparence à sa manière, mais tous ces acteurs sont vraiment créatifs et innovants, quelques uns vont jusqu'au bout de leur conviction au Sud et au Nord. Avec 34 monographies rapides, qu'ils appartiennent à la Plateforme Minga ou à la Plateforme Française du Commerce Equitable PFCE, nous vous permettons de les découvrir. Comment valoriser leurs idées, leurs actions et leur donner l'ampleur qu'elles méritent ?

■ Un aperçu, même rapide, des plateformes dans sept pays d'Europe, et en Amérique du Nord démontre la diversité et l'étendue du commerce équitable dans le monde.

- Regrettons les débats et les divisions franco-françaises Max Havelaar - Minga - Artisans du Monde, hors des préoccupations citoyennes, alors que le mouvement international du commerce équitable a su jouer l'union. Il montre ainsi la voie à de nombreux autres secteurs d'activités qui pourraient s'en inspirer pour construire un autre monde, une autre planète.
- En face les multinationales et la grande distribution capitaliste (Carrefour, Casino, Auchan...) ou coopérative (Leclerc, Intermarché Système U...) veillent au grain. Faut-il dès à présent des baisses de prix du commerce équitable comme l'exige publiquement Michel Edouard Leclerc ? Le commerce équitable est-il une niche marketing ? Un phénomène de société ? Ou la préfiguration du commerce mondial futur ? Les auteurs s'interrogent et ébauchent des réponses.
- Les citoyennes et citoyens se sont emparés du commerce équitable et de ses principes. Au vu des rares collectivités locales ayant signé les chartes du commerce équitable ou de l'Éthique sur l'Étiquette, les mondes politiques et syndicaux n'ont toujours pas franchi le pas.

Il est désormais impératif que la volonté politique et la démocratie fassent irruption dans le commerce équitable Nord Sud en particulier par la mise en place de normes garanties et contrôlées par la puissance publique sous la responsabilité des Parlements nationaux et du Parlement européen.

Le commerce équitable n'est qu'une alternative et non pas la solution à l'ensemble des problèmes de la planète. Par contre en introduisant dans le commerce des règles d'équité, il permet de remettre l'économie au service de l'être humain et renverse radicalement la logique de l'économie de marché.

## 2. Une France, Une Europe plus solidaires, plus équitables c'est possible avec l'économie sociale et solidaire.

Avant l'élargissement de l'Europe en 2004 l'économie sociale et solidaire touchait 250 millions d'Européens sur 360 millions.

C'est avec les résistances économiques, sociales, culturelles des ouvriers dans la première moitié du 19<sup>ème</sup> siècle que nous avons situé l'origine des premières mutuelles, coopératives, associations fondement de l'économie sociale.

- C'est une économie créative en pleine évolution. Ses organisations, au fil des ans, gagnent de la notoriété : Scop et plus récemment SCIC, régies de quartier, Amap, SEL, ISR et épargne solidaire pour la finance. Des variantes de ces Sociétés Coopératives de Production, Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif, Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne et Systèmes d'Echanges Locaux existent dans d'autres pays du monde. Les chiffres que donne le Guide sont la preuve de leur vitalité et de leur potentiel de progression sous la poussée et les exigences de consommateurs citoyens.
- L'exemple de Mondragon en Pays Basque, la plus grande Scop d'Europe, nous permet de rêver

à ce que serait une France où les salariés-associés auraient pris en charge le devenir de Moulinex, Nestlé, Hewlett Packard, de Well, de Jallatte, Leclerc, Carrefour, du Crédit Agricole, de leurs Caisses d'Épargne et Banques Populaires.

- L'économie sociale et solidaire place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir des relations humaines, sur la base du consensus et de l'agir citoyen.

Ses quatre principes de base ont tout d'abord permis le succès de cette économie (2.200.000 salariés - 8% de la population active française qui génère 10% de PIB). Désormais, les grands de l'économie sociale et solidaire s'adjugent la liberté de plus ou moins les respecter notamment dans les mutuelles, les coopératives bancaires ou d'assurances.

Le déclin est-il amorcé ? L'absorption rampante mais croissante de l'économie sociale par le système capitaliste est-elle inéluctable ?

- Qu'est-il advenu de ces principes initiaux :
  - au Crédit Agricole désormais en Bourse ?
  - dans les Caisses d'Épargne et dans les Banques Populaires qui ont fusionné en 2006 pour partie dans Natexis afin d'accéder en Bourse ?
  - chez Natexis ou les dirigeants ont modifié les statuts pour reporter leur date de départ à la retraite, et conserver la direction ?
  - dans les Banques Populaires qui viennent d'acheter, avec une bonne plus value pour son vendeur, un des plus importants administrateurs de biens français ?
  - au Crédit Coopératif désormais filiale des Banques Populaires ?
  - à la Macif qui pourrait préférer le secteur capitaliste au secteur coopératif pour créer une activité bancaire ?

Les sociétaires de ces banques ont-ils réellement été associés à ces profonds changements ?

- Le secteur coopératif et mutualiste bancaire français (une personne = une voix) collecte 60% des dépôts bancaires. Leurs actifs représentent l'équivalent de la valeur de 11 millions de logements soit 45% des résidences principales des Français.
- Mutuelles de santé et d'assurance  
25 millions de Français adhèrent aux mutuelles de santé, 12,6 millions soit 1 français sur 5 adhèrent à une mutuelle d'assurance.

Tout est possible pour que les citoyennes et citoyens décident démocratiquement et en transparence du rôle de leur banques, de leurs mutuelles de santé ou d'assurance et exercent le pouvoir. Ils doivent le décider et le faire.

- Avec le monde associatif, nous découvrons un million d'associations, 21,6 millions de membres, 1,6 millions de salariés. 12 millions de Françaises et de Français consacrent bénévolement l'équivalent de 1 million de temps plein à leurs associations. Sur une base de 1.500 euros mensuel c'est l'équivalent de 30 milliards d'€. Le cumul des budgets des associations serait équivalent à

47 milliards d'€ (la valeur de 400.000 logements) : deux tiers du chiffre d'affaires du Groupe Carrefour, le double de celui de l'enseigne Leclerc. Une dizaine de monographies de Scop et Mutuelles complète l'information des lecteurs.

■ **Les finances solidaires se décomposent** en Investissement Socialement Responsable ISR et Finances solidaires .

● **Pour l'ISR** nous vous proposons un voyage planétaire des Etats Unis à la France en passant par le Japon et huit pays d'Europe. Epargne salariale : quelle éthique, quelles garanties ? Les placements ISR sont-ils rentables ? Quels critères ? Comment être actionnaires activistes ? Certains de vos confrères titrent « La grande illusion des placements éthiques ».

● **Pour les finances solidaires** nous avons plutôt radiographié la France avec 17 monographies. Les présidences des organismes sont parfois occupées par des personnes aux noms connus ou très connus. La transparence bien qu'affirmée dans la documentation, ne nous est pas toujours apparue malgré l'existence du label français Finansol. Un œil plus exercé découvrira que le monde des finances solidaires ressemble étrangement à celui de la grande distribution : certaines banques coopératives ou mutualistes : Banque Populaire d'Alsace, Banque Populaire des Alpes, Crédit Agricole et sa filiale LCL (ex Crédit Lyonnais), la Banque Postale Am n'ont pas adhéré à Finansol bien que labellisés pour 1 à 3 produits.

■ **Epargne Salariale - Participation**

Sans concession nous avons zoomé sur les fonds de l'Epargne Salariale et de la Participation. Beaucoup reste à dire et à faire.

Un voyage en Amérique Latine, destination l'Argentine et le Brésil, nous permet de découvrir que vouloir, c'est souvent pouvoir.

En France et en Europe, les mouvements politiques, syndicaux et associatifs peuvent à l'écoute et avec les citoyennes et citoyens, inventer et proposer, faire naître et faire grandir une économie équitable et solidaire. Des transformations financières et statutaires significatives, une mobilisation des citoyens par la formation et l'information, une véritable volonté politique de développer un secteur alternatif qui ne soit ni le marché, ni l'Etat sont nécessaires. Les outils et les acteurs sont là. Ils ont suffisamment fait leurs preuves.

**3.L'extension du Commerce Equitable au Nord. La grande distribution est-elle un obstacle ou un vecteur au Commerce équitable ?**

En 40 ans, de 1960 à l'an 2000, neuf groupes de la Grande Distribution, avec leur trentaine d'enseignes et une dizaine de centrales d'achat ont conquis une position dominante. Pendant ce temps, la population française augmentait de 30%, et paradoxalement 190.000 commerces de proximité (moins 61%) disparaissaient. Pour l'automobile, de 1975 à 1995 le parc doublait, mais 30.000 stations services de proximité fermaient, remplacées par 3.000 stations en grande surface. Elles distribuent désormais 1 litre de carburant sur 2.

En 2007 quelques enseignes et leurs équipes de dirigeants règnent, en amont sur 545.000 agriculteurs, 70.000 entreprises dont 7.900 fournisseurs directs et l'ensemble de leurs salariés, en aval sur plus de 61 millions de consommateurs.

■ Le Guide relate les conséquences pour les salariées et salariés de la grande distribution, pour les agricultrices et agriculteurs, pour les industriels français et européens.

■ Le Guide fait découvrir les marges arrières et le graphique de leur évolution, avant un résumé de 150 ans d'histoire.

■ Le Guide met ensuite à nu les neufs groupes qui se partagent les caddies des Françaises et des Français : un univers tentaculaire, impitoyable, complexe et fragile qui joue avec son patrimoine immobilier. Plusieurs tableaux permettent de satisfaire sa curiosité : pays d'implantation, effectifs, chiffre d'affaires, nombre de magasins, parts de marché, nom des enseignes par groupe. Wal Mart l'américain premier mondial, et Tesco basé en Grande Bretagne ne sont pas oubliés.

**Depuis plusieurs années, la tendance dans la Grande Distribution est de séparer les actifs immobiliers et leur gestion, de l'activité de distribution.**

Ceci est de plus en plus la réalité pour les Groupes, cotés en Bourse ou non, mais aussi pour certains franchisés ou propriétaires indépendants adhérents des enseignes Intermarché, Leclerc, Système U.

■ Le Guide relate l'arrivée du Groupe Arnault et du fonds de pension Colony chez Carrefour. Colony s'est déjà établi une renommée chez Accor et chez Buffalo Grill où semble-t-il « il s'est payé, ou va se payer sur la bête ». Plus discret médiatiquement Eurazeo les a accompagnés. Surprise, Eurazeo compte un actionnaire très célèbre : le Crédit Agricole. Rêvons que les agriculteurs français avec leur banque coopérative, classée dans l'économie sociale et solidaire (une personne = une voix) gèrent la grande distribution, avec les salariés des enseignes et les consommateurs.

■ Une enseigne peut en cacher une autre, et dans cet ensemble, le mouvement des consommateurs coopérateurs ne fait que figure de témoin. Le petit commerce, après avoir disparu, ressuscite totalement maîtrisé par la Grande Distribution.

■ Hyper, Super, Supérette, Discount : comparer leurs marges bénéficiaires est surprenant. Où se réalisent les marges miraculeuses ?

■ Conquérir, perdre, reconquérir chaque jour ses parts de marché est le lot quotidien des équipes dirigeantes. Comment ?

-par implantations à l'étranger,  
-par diversification et innovation. Le Guide en donne une liste non exhaustive de 1959 à nos jours. Il fait découvrir qu'à quelques années d'écart, innovation chez l'un redevient innovation chez un autre.

■ Pour gagner la guerre des parts de marché, tous les groupes tentent de fidéliser leurs clients avec deux armes dites absolues : les cartes et le plus que moins cher. Cartes et plus que moins cher réservent plusieurs surprises.

Exemples :

-La banque Edel (66,06% Leclerc et 33,94% le Crédit Coopératif, banque de l'économie équitable et solidaire) gère la carte E Leclerc.

-Pour les prix, la situation est très simple : quelque soit le circuit de distribution, consommateur nous n'en avons que pour notre argent. Plus grave pour notre santé : l'utilisation de tels ou tels ingrédients, en général les moins chers, favorisent l'obésité et le cholestérol. Les exemples relevés par Savoir manger : Le guide des aliments sont multiples. Numéro un de notre palmarès : les eaux aromatisées : « Chez Ed et Netto une eau composition 54,4% d'eau minérale naturelle, 48,4% d'eau ordinaire + sirop de sucre et extraits de fruits + arômes naturels ». Certains quatre quarts traditionnels, pizzas ou crèmes glacées méritent un accessit.

- Le Guide passe aussi en revue,
  - le Management à travers les cours de bourse,
  - les achats avec les centrales d'achat et les inévitables MDD Marques De Distributeurs,
  - l'emploi et la gestion sociale en France mais aussi chez Wal Mart aux Etats Unis, et en Allemagne, chez Lidl.
  - la gestion environnementale et durable de 7 groupes. La disparition des sacs de caisse en plastique est une bonne affaire mais pas seulement pour la planète : c'est une double économie pour les magasins. Est elle équitablement répartie entre distributeur et consommateur ?

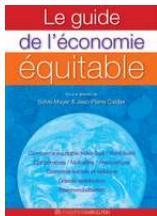
Toutes les enseignes communiquent sur leur conduite sociale et environnementale. Mais les enquêtes journalistiques, les rapports des syndicats, les constats des organisations de producteurs font apparaître d'autres réalités.

- Ce n'est plus aujourd'hui un produit que l'on achète, c'est un prix. La prise en compte du triptyque Consommateurs - Salariés - Producteurs permet de proposer une autre grande distribution et de sortir de cette dictature des prix.
- Le Guide développe également comment au fil des années le Consommateur est devenu « Auxiliaire » de la Grande Distribution pour lui permettre de réaliser de nouveaux gains qu'elle ne peut plus réaliser ni sur les producteurs ou fabricants, ni sur ses salariés. Le Guide dissèque le sas scanning et le paiement biométrique qui débarque en Europe.
- Commerce équitable et Grande Distribution sont-ils compatibles ? Les avis sont partagés. Le Guide analyse ceux des « Pour », ceux des « Contre ». Selon les communiqués de certaines enseignes les risques de dérives ne sont pas à négliger. Le contenu du « fascicule de documentation Afnor » en lieu et place d'une Norme Afnor n'est vraiment qu'un petit pas pour y faire face.
- Le Guide esquisse quelques idées pour faire coexister « commerce réellement équitable et Grande Distribution ». Il démontre qu'il est possible d'agir pour construire des filières équitables, tout particulièrement pour celle des fruits et légumes. Le Guide énonce des propositions à court, moyen et long terme, qui ont été soumises aux directions des grandes enseignes, à l'exception de celle d'Intermarché qui n'a jamais répondu à la demande de rencontre.

La transformation de la Grande Distribution vers un commerce équitable porte des enjeux économiques, sociaux, d'aménagement du territoire, d'environnement, de souveraineté alimentaire, de démocratie, de solidarité internationale qui appartiennent aux seuls citoyennes et citoyens.

#### 4.Commerce équitable et mondialisation

- Cette quatrième partie du Guide commence par les avis poignants et concordants de quatre paysans du monde (France, Etats-Unis, Brésil, Japon). Les Etats réunis à Hong Kong le 17/12/2005 pour la 6ème conférence de l'OMC les ont ignorés. En avril 2007 Pascal Lamy déclarait « si la situation des négociations commerciales ne change pas rapidement, les gouvernements devront affronter la déplaisante réalité d'un échec »
- GATT, OMC, AGCS, le Guide retrace la longue histoire de ces institutions. En 1944, ils partirent 44 et ils arrivèrent 149 pays, Chine et Taiwan inclus à Hong Kong en 2005. De cycle en cycle (huit) avec le GATT, puis de conférence en conférence (six) avec l'OMC, les différents presque permanents entre les Etats-Unis et l'Europe se sont cristallisés. Les pays exportateurs de produits agricoles (groupe de CAIRNS) ont fait corps. Avec l'AGCS, (Accord Général sur le Commerce des Services) né en 1994 à Marrakech, tous les services ont commencé leur longue marche vers le tout marché. L'Union européenne, zone douanière unique, représente seule tous les pays d'Europe à l'OMC et à l'AGCS.
- Le Guide décrit les organisations, les décisions, la liste des services inclus dans l'AGCS. Il démontre comment l'Europe à travers l'action de la Commission poursuit la suppression de toutes les flexibilités inscrites dans l'AGCS, ce qui revient à supprimer le droit des Etats à ne pas appliquer l'AGCS à tel ou tel secteur, ou de ne l'appliquer que partiellement. Face à une Europe « plus OMC que moi tu meurs », des collectivités en redoutent les effets négatifs. Elles se déclarent hors AGCS. Le phénomène n'est pas marginal, le Guide donne un exemple de délibération ainsi que la première décision de justice en faveur des collectivités hors AGCS.
- Le Guide propose de mettre en place une économie solidaire en repensant les modes de production, de consommation, d'organisation. Deux stratégies cohabitent, l'une espère modifier les règles du commerce international par une demande accrue des consommateurs, l'autre insiste pour redonner du poids à la négociation politique et aux régulations publiques.
- Le Guide présente la loi 2001 sur les Nouvelles Régulations Economiques « NRE » informations sociales et informations environnementales. C'est un tout petit pas en avant sans indicateurs chiffrés ni suivi précis.
- Le Guide pose enfin la question quelles alternatives au libre échange ? Libéralisme équitable ou relocalisation généralisée ? En tout cas de nouvelles règles pour les échanges internationaux.



## Une économie équitable est possible

■ L' économie alternative peut abandonner ses valeurs et ses principes initiaux dans le dur rapport de force qui l'oppose et l'attire

vers le monde capitaliste. Nous l'avons constaté, en France et en Europe, dans tous les secteurs économiques, banques, assurances, agriculture et industrie, au travers de ce que sont devenues certaines grandes coopératives et mutuelles au nom bien connu. Nous l'avons aussi rencontré au Brésil où des coopératives ont totalement intégré méthodes et pratiques de leurs concurrents capitalistes.

■ Dans le monde entier, les aspirations s'étendent et se renforcent pour une nouvelle qualité de vie, pour la transparence du commerce, pour une démocratie étendue à toutes les sphères de la société, pour une citoyenneté économique.

■ Entre le « tout Etat » qui a montré ses failles profondes, et le « tout privé » qui montre ses graves limites, saurons nous construire :

- une société dans laquelle la promotion des hommes et des femmes sera constamment favorisée et dans laquelle le chômage et l'exploitation ne seront plus des fatalités ?
- une société qui donne partout, toute sa place à l'être humain dans le respect de tous et de chacun, dans la justice sociale et l'équité des échanges ?

■ Peut-on imaginer un véritable système productif alternatif dont le cœur serait constitué par les travailleurs, propriétaires collectifs de leur outil de travail au service de l'intérêt de la société toute entière ?

■ Phénomène de société, Commerce Equitable, Economie Sociale et Solidaire deviendront-ils un projet de société ? C'est possible. Le Guide de l'économie équitable tente de le démontrer, avec les exemples au quotidien de ce que font et ce que sont les acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire. Les propositions des auteurs confortent la démonstration.

La construction de résistances concrètes par la consolidation et l'amplification des réseaux de l'Economie Sociale et Solidaire devrait s'accélérer. L'extension du Commerce Equitable au commerce mondial sous la pression de l'opinion mondiale a commencé.

Pour cela les citoyennes et citoyens doivent inventer les moyens de devenir actrices et acteurs de leur destin. Cela requiert, inlassablement, de se former, de s'informer, de se rassembler, pour construire des voies économiques alternatives et conquérir une Citoyenneté Economique.

**Contact presse : Sylvie Mayer 0.681.741.013  
solidaire@gabrielperi.fr**

## Vous avez un Projet solidaire

qui s'inscrit dans l'économie sociale et solidaire et qui sans nul doute doit générer de la plus value sociale, environnementale et durable nous pourrions l'accompagner...

Les auteurs ont souhaité agir en cohérence avec leurs convictions. Cela les a d'abord conduit à confier maquette et impression avec le label imprim'vert sur papier recyclé à des sociétés coopératives. Ils ont aussi renoncé à leurs droits d'auteur et ont souhaité soutenir avec leurs lecteurs un ou plusieurs projets solidaires selon le succès de cet ouvrage.

Vous avez un projet qui s'inscrit dans l'économie sociale et solidaire et qui sans nul doute doit générer de la plus value sociale, environnementale et durable.

Vous pensez que nous pouvons vous accompagner pour mieux le réussir.

A partir du 1<sup>er</sup> juin 2007 et jusqu'au 31 décembre 2007, vous pouvez nous adresser votre demande qui comportera :

- Le descriptif du projet (en précisant les emplois créés, le statut des salariés, les formations qualifiantes envisagées et la pérennité des emplois)
- La liste des partenaires privés et publics
- Les statuts
- Le compte de résultats des deux derniers exercices et le prévisionnel de l'exercice en cours et à venir ou les budgets prévisionnels des trois premières années s'il s'agit d'un projet nouveau.
- Une lettre de motivation de votre demande expliquant pourquoi vous avez besoin de notre soutien et quelles difficultés elle vous permettra de surmonter

Les demandes reçues seront étudiées en fonction des principaux critères de sélection suivants :

- L'inscription dans une démarche d'économie sociale
- La pérennisation et la qualification des emplois
- La prise en compte des aspects du développement durable
- La viabilité.

En fonction du nombre d'ouvrages vendus la commission d'étude des dossiers décidera le nombre de projets qui seront soutenus.

La commission d'étude des dossiers est composée de neuf membres : quatre auteurs, un représentant de la Fondation Gabriel Péri, un représentant des acteurs du commerce équitable Nord Sud, un représentant du monde associatif, un représentant des Scop, un représentant des mutuelles, un représentant des banques coopératives ou mutualistes.

Demande à adresser par courrier sous double pli à :

Jean Pierre Calder Fondation Gabriel Péri

22 rue Brey 75017 Paris

contact : solidaire@gabrielperi.fr

Nous avons voulu agir en cohérence avec nos convictions. Cela nous a conduit à :

- Maquette, impression sur papier recyclé sous label imprim'vert, à des sociétés coopératives (SCOP), Routage par un Centre d'Aide par le Travail, Version accessible aux déficients visuels,
- Version en espagnol pour l'Amérique Latine.
- Ayant renoncé aux droits d'auteur nous avons souhaité soutenir avec nos lecteurs un ou plusieurs projets solidaires selon le succès de notre ouvrage.

**Contact presse : Sylvie Mayer 0.681.741.013 solidaire@gabrielperi.fr**